

Politique américaine au Congo : l'heure de joindre les gestes à la parole pour mettre fin à la guerre la plus meurtrière du monde.

Par Aaron Hall et Sasha Lezhnev, 4 Octobre 2011

[Lire le rapport complet en anglais](#)

Résumé

Plus de deux ans se sont écoulés depuis que la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton s'est rendue dans l'est de la République démocratique du Congo en août 2009, soit la plus haute visite diplomatique américaine à ce jour dans cette région toujours déchirée par la guerre. Au-delà des signes habituels de solidarité avec les victimes de violences, la secrétaire d'État s'était déclarée fortement résolue à s'attaquer aux racines du conflit et à lutter contre le nombre inadmissible de pertes de vie humaines, aujourd'hui estimé à plus de 5 millions ce qui en fait le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale.

Deux ans plus tard, l'engagement personnel de Mme Clinton à s'attaquer aux facteurs sous-jacents du conflit dans l'est du Congo s'est traduit par une série d'initiatives ad hoc, mais pas encore par une politique cohérente de la part des États-Unis. Au département d'État, le Congo reçoit désormais une attention sans précédent au fameux « septième étage », là où se trouvent les bureaux de la Secrétaire d'État, et un certain nombre de hauts fonctionnaires discutent régulièrement de la nécessité d'aborder les problèmes centraux, particulièrement les violences sexuelles et le trafic de minerais du conflit. Cela a permis d'aboutir à une série de différents programmes, comme cette initiative de 17 millions de dollars visant à prévenir les abus sexuels et la violence liée au genre, ou celle plus récente de 20 millions de dollars qui appuie un programme de soutien aux moyens de subsistance. Les États-Unis demeurent aussi le bailleur de fonds le plus important de la mission onusienne au Congo, la MONUSCO. Ils ont également poussé de nombreuses réformes dans le domaine de la protection des civils à l'ONU et ont formé un bataillon de l'armée congolaise via le département d'État et AFRICOM (United States Africa Command, le commandement militaire unifié pour l'Afrique).

Malgré cela, les États-Unis peuvent faire encore beaucoup plus pour mettre fin à cette guerre. La persistance des viols à grande échelle et la prolifération des milices dans la région montrent que la nécessité d'un engagement américain plus fort est plus grande que jamais dans l'Est. Les États-Unis jouissent d'un poids politique énorme qu'ils devraient davantage utiliser au Congo et le président Kabila a réitéré sa volonté d'approfondir son partenariat avec l'administration Obama. Comme l'a récemment déclaré à *Enough Project* une activiste qui défend les droits des femmes à Bukavu, « *les États-Unis peuvent jouer un rôle essentiel ici. C'est le seul pays que le Rwanda et [le président congolais Joseph] Kabila écoutent* ».

Pour renforcer le processus démocratique et à mettre fin aux violences contre les civils, il est temps pour l'administration américaine d'appuyer les efforts de la secrétaire d'État et de tenir ses promesses. Avec les potentiels facteurs de déstabilisation que constituent les prochaines élections

et l'application de la loi Dodd-Frank sur les minerais du conflit, les acteurs régionaux se tournent maintenant vers les États-Unis pour qu'ils jouent un rôle plus important dans ces processus.

Dans ce rapport, nous proposons une évaluation de la politique américaine autour de cinq objectifs essentiels à la paix et la stabilité au Congo:

- *Engager un processus diplomatique en faveur d'élections crédibles*: les efforts de l'administration américaine pour soutenir des élections libres et justes ont été entravés par l'absence d'un envoyé spécial et le Congo court aujourd'hui le grave danger d'organiser des élections qui n'auront que peu de crédibilité. Nous comprenons que l'administration américaine va bientôt nommer un émissaire. Néanmoins, pour être efficace et réussir sa mission, celui-ci devrait être une personne de haut niveau, suffisamment respectée à la fois par l'administration et par les dirigeants régionaux. Cet émissaire devrait se concentrer en particulier sur la tenue d'élections libres et équitables, ainsi que sur les quatre problématiques régionales présentées ci-dessous.
- *Protéger les civils et démanteler les groupes rebelles*: l'administration américaine a fait preuve de diligence dans la réforme de la mission des Nations Unies au Congo afin de privilégier la protection des civils. Elle doit néanmoins lancer une initiative régionale plus ciblée visant à démanteler les rebelles des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), y compris par l'utilisation d'unités militaires d'élite.
- *Lutter contre les minerais du conflit*: l'administration américaine lance actuellement plusieurs initiatives techniques utiles, telles qu'une alliance public-privé soutenant les initiatives régionales pour le commerce responsable des minerais ainsi qu'un fonds de 20 millions de dollars pour des programmes de développement des moyens de subsistance. Elle doit maintenant assumer le leadership politique nécessaire pour provoquer un réel changement dans le secteur minier congolais, notamment en lançant un processus de négociation de haut niveau, et assorti de délais, sur la certification des minerais du conflit. Cette initiative de négociation devrait avoir pour objectif de dégager un consensus multipartite visant à unifier les différentes initiatives actuelles autour de normes communes, afin de certifier des minerais du Congo exempts de conflit, de la mine jusqu'au produit fini.
- *Réformer le secteur de la sécurité*: la position américaine sur la réforme du secteur de la sécurité a connu une amélioration entre 2009 et 2010, mais elle est désormais en net recul au moment où un secteur de la sécurité viable est plus que nécessaire. L'administration américaine doit initier un partenariat de haut niveau avec l'Union Européenne et les autres bailleurs afin de promouvoir une véritable réforme du secteur de la sécurité. Le positionnement des États-Unis devrait se concentrer de manière plus stratégique sur une réforme globale de la justice militaire, qui aille de pair avec une réforme promouvant la bonne gouvernance et mettant l'accent sur la gestion financière.

- *Mettre un terme à l'impunité*: le gouvernement américain a accordé une plus grande attention à la question de la reddition de comptes au cours de la dernière année, mais il doit néanmoins accentuer ses efforts pour promouvoir également une réforme de la justice civile, traduire en justice les responsables du pillage des ressources naturelles, et créer et rendre opérationnelle une Cour spécialisée mixte pour les crimes de guerre. L'administration Obama devrait faire de la paix et du développement au Congo une priorité et s'employer à mettre fin à l'un des conflits les plus destructeurs et violents de notre génération. La secrétaire d'État Hillary Clinton devrait donner suite à ses engagements en prenant la tête de ces efforts.